

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 1/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Strasbourg Centre Energie "Esplanade"**

26 boulevard du Président Wilson  
67000 Strasbourg

Références : 0373/MS/AG  
Code AIOT : 0006700373

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement Strasbourg Centre Energie "Esplanade", implanté 5 route du Petit Rhin 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>)

programme pluriannuel de contrôle

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Strasbourg Centre Energie "Esplanade"
- 5 route du Petit Rhin 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700373
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie de l'Esplanade est une installation de chauffage urbain sur réseau de chaleur. Elle fonctionne au gaz naturel et peut exceptionnellement brûler du fioul domestique.

C'est une installation "IED", réglementée par un arrêté préfectoral du 27 mars 2019 et par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW, soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110.

La chaufferie est exploitée sous DSP par la société Strasbourg Centre Energie présente sur le site depuis environ un an. Elle fait l'objet d'importants travaux.

#### **Le thème de visite retenu est les :**

systèmes de sécurité « gaz »

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                             | Référence réglementaire                      | Autre information                 |
|----|---|--|-----------------------------------|
| 4  | emplacement et contrôle des détecteurs de gaz | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63 | absence de plan, NC documentaire. |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle             | Référence réglementaire                           | Autre information                                       |
|----|-------------------------------|---|---|
| 1  | dispositifs de coupure        | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63      | Sans objet  |
| 2  | vannes de coupure redondantes | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63      | Non-conformité levée dans les 3 jours suivant la visite |
| 3  | détection d'incendie          | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63      | Sans objet  |
| 5  | ventilation                   | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63      | Sans objet  |
| 6  | rejets atmosphériques         | Arrêté Préfectoral du 27/03/2019, article 3.2.1.1 | Sans objet  |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

#### Non-conformité

La détection d'une chute de pression de gaz ne commandait pas de vannes redondantes le jour de la visite. **L'exploitant a rendu compte, le 24 novembre, du retour à la conformité.**

Il n'a pu être présenté de plan de localisation des détecteurs de gaz. Cette non-conformité reste documentaire.

#### Observations, questions

Une meilleure signalisation de l'arrêt d'urgence général et de la vanne de coupure manuelle de l'alimentation en gaz est attendue.

Il convient de justifier du caractère adapté de la ventilation en place.

L'inspection attend que les rapports de vérifications des capteurs et de la chaîne de sécurité soient rendus explicites et sans ambiguïté sur le respect de la réglementation citée en référence. Dans l'attente, l'exploitant en justifiera, en retour, au regard du dernier contrôle.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : dispositifs de coupure

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63   |
| <b>Thèmes :</b> Risques accidentels, risque gaz   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><i>Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à</i> |

|   |
|---|
| <p><i>l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;</li> <li>- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.</li> </ul> <p><i>Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.</i></p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Une vanne manuelle est présente à côté des deux vannes automatiques redondantes Son volant porte le sens de manœuvre.</p> <p>Une signalisation plus marquante serait opportune (également d'ailleurs pour l'arrêt d'urgence général qui n'en est pas très éloigné)</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>  |

## N° 2 : vannes de coupure redondantes

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63</p>  |
| <p><b>Thèmes :</b> Risques accidentels, risque gaz</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments, s'il y en a.</i></p> <p><i>Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un dispositif de baisse de pression (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.</i></p> <p><i>Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.</i></p> <p><i>La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</i></p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Ces deux vannes existent. Elles sont placées à l'extérieur entre le poste d'arrivée du gaz et le poste interne. L'exploitant indique qu'elles se ferment automatiquement en cas de détection de gaz (tests de la chaîne tous les 6 mois, cf. plus loin).</p> <p>Il n'a pu le garantir en cas de baisse de pression. Un test a donc été réalisé sur place.</p> <p>Ce test a montré que ce ne sont pas ces deux vannes redondantes qui se ferment alors, mais une troisième, située un peu en aval. Cette vanne particulière réagit à une chute de pression sous 3 bars. Une autre située en amont, dans le poste interne, (en aval des deux premières citées) réagit ensuite en dessous de 1.5 bar (non testée le jour de la visite).</p> <p>L'exploitant explique que cette architecture particulière a été définie historiquement et qu'elle ne se justifie plus aujourd'hui du fait de l'enlèvement de l'appareil de combustion qui l'avait fait concevoir.</p> <p><b>Le 24 novembre 2023, l'exploitant a rendu compte avoir basculé, sur les deux vannes redondantes, l'asservissement à la détection d'une baisse de pression.</b></p> <p>Toutes les vannes observées comportent des indicateurs de position ouverte ou fermée.</p> <p>Les détecteurs sont vérifiés deux fois par an, par exposition à des teneurs en gaz correspondant aux deux seuils définis en référence à la LIE du méthane (15 et 30 % de la LIE, cases cochées sur le rapport).</p> <p>Le report à la centrale est vérifié pour tous les détecteurs. La chaîne complète est testée sur un seul détecteur à chaque fois, suivant l'exploitant. Le rapport présenté ne présente toutefois pas l'enregistrement de ce test.</p> <p>A la lecture des tableaux qui le composent, on comprend que les deux seuils sont testés, mais que tous les asservissements le sont aussi. Ceci est modéré par le commentaire suivant : « <i>Test en réel effectué, mais dérogation client en fonctionnement lors des essais</i> ».</p> |

|   |
|---|
| <p>Il est attendu que l'exploitant explicite, clairement, ce commentaire en référence à ses déclarations sur le test de la chaîne complète sur un détecteur à chaque campagne.</p> <p>L'inspection attend que les rapports de vérifications des capteurs et de la chaîne de sécurité soient désormais rendus explicites et sans ambiguïté sur le respect de la réglementation citée en référence.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suites   |

#### N° 3 : détection d'incendie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63  |
| <b>Thèmes :</b> Risques accidentels, incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><i>Un dispositif de détection d'incendie équipe les installations implantées en sous-sol.</i> |
| <b>Constats :</b><br>La détection incendie est généralisée.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suites  |

#### N° 4 : emplacement et contrôle des détecteurs de gaz

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63   |
| <b>Thèmes :</b> Risques accidentels, risque gaz   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><i>L'emplacement des détecteurs de gaz est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés.</i>   |
| <b>Constats :</b><br>Il n'a pas été trouvé de plan de localisation des 19 détecteurs opérationnels. Ceci sera corrigé ultérieurement, l'exploitant affirmant avoir chargé un bureau d'études de réexaminer le positionnement des capteurs en 2024.<br>Pour mémoire : lors d'une visite en 2020, la chaufferie étant encore gérée par le précédent exploitant, le plan avait été trouvé. Lors de la présente visite, les personnes interrogées ont indiqué que les archives de la chaufferie étaient en cours de numérisation sur un autre site. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |

#### N° 5 : ventilation

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63   |
| <b>Thèmes :</b> Risques accidentels, ventilation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><i>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés, pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.<br/>La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.</i> |
| <b>Constats :</b><br>La ventilation de la salle des chaudières est assurée par des ouvertures basses, placées derrière le générateur 3 et sur la porte d'entrée. Les ouvertures hautes sont au nombre de deux, en toiture. L'inspection invite l'exploitant à vérifier le caractère suffisant du dispositif.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suites   |

**N° 6 : rejets atmosphériques**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2019, article 3.2.1.1  |
| <b>Thèmes :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><i>Valeurs -limites de l'article 3.2.1.1</i><br>NOx 100<br>SO2 35<br>Poussières 50<br>CO 100   |
| <b>Constats :</b><br>Les résultats transmis trimestriellement ne montrent pas d'anomalies.<br>La campagne annuelle d'analyses élargies, par un organisme accrédité, sera réalisée en semaine 49 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suites   |